



ACTION
PRATICIENS
HÔPITAL



Santé Sociaux



Déclaration Unitaire

Les organisations syndicales paramédicales et médicales AMUF, APH, CGT, SUD, UNSA, les collectifs Inter Blocs, Inter Urgences, Inter Hôpitaux, le printemps de la psychiatrie et l'association de Coordination Nationale de la défense des Hôpitaux et des Maternités de proximité interpellent sur la situation de l'hôpital public, des établissements du sanitaire, du médico-social et du social. La pandémie COVID 19 que traverse notre pays touche particulièrement les professionnel.le.s de ces établissements qui prennent en charge la population.

A ce jour, les mesures de protection indispensables sont nettement insuffisantes, mettant en danger les professionnels. Cette situation inacceptable ne peut plus durer. Tous les personnels de ces secteurs sont mobilisés et font face avec les moyens qu'elles et ils ont à leur disposition pour accompagner, soigner et sauver des vies et cela au détriment de leur propre santé et vie parfois. Malgré ces situations, le personnel fait preuve de courage et de dévouement, il faut saluer sa capacité à s'adapter pour exercer sa mission.

Cela doit être une priorité est une obligation des employeurs et de l'Etat de fournir aux salarié.e.s et aux usager.es dans les services ainsi que dans les établissements des moyens de protection nécessaires pour ne pas les mettre en danger face au risque d'exposition du Covid 19 et le dépistage systématique pour identifier les personnes atteintes.

Les professionnel.le.s, dans ces conditions, se demandent légitimement comment dans le cadre du futur déconfinement, avec l'accès plus large à la population du matériel barrière et des tests annoncés par le gouvernement, elles et ils vont pouvoir continuer à exercer les prochaines semaines s'il y a des risques de tensions supplémentaires sur ces produits ? Et elles et ils sont très inquiet.e.s sur le risque d'une « deuxième vague » ?

Les politiques d'austérité menées par les différents gouvernements successifs avant la crise et les non prises en compte de ce gouvernement en matière de Santé et de Protection Sociale ont généré des carences en matière de prise en charge qui, en ce temps de crise malheureusement, s'accroissent au regard des constats sur le terrain. Cela démontre que les questions de Santé Publique, les enjeux de la prise en charge de la population en cas de catastrophe sanitaire pour constituer les moyens de protection nécessaires de stocks préventifs, ainsi que l'augmentation des capacités d'accueil, d'accompagnement et de soins n'ont pas été anticipées de manière prioritaire par l'Etat et les employeurs pour des raisons essentiellement économiques que nous avons dénoncés par des journées de mobilisations unitaires avant cette pandémie. Il faut maintenant rompre avec cette logique et obtenir la réelle mise à disposition massive d'accueil, d'accompagnement, de soins pour la population ainsi que des effectifs supplémentaires et le matériel nécessaire pour une prise en charge de

qualité et en toute sécurité, respectant la dignité des personnes mais aussi qui améliorer les conditions de travail et de vie des salarié.e.s de ces secteurs.

Les usager.e.s ont applaudi les soignant.e.s, mais aussi compris l'urgence de satisfaire les revendications exprimées avant la crise.

Nous le répétons, les professionnel.le.s ne se contenteront plus de belles promesses et de remerciements ! Le 15 avril, le Ministre a annoncé une prime pour les professionnel.le.s dont les contours restent très flous, cela ne répond pas à la nécessaire revalorisation des salaires comme préalable pour rendre ces métiers pénibles attractifs.

Nous continuons à porter notre plateforme commune revendicative de l'ouverture d'ores et déjà de négociations nationales urgentes sur les sujets suivants :

- Un plan de formation pluridisciplinaire et un plan recrutement de personnel
- Revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s
- Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation considérable de l'ONDAM dans le cadre d'un correctif budgétaire de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale et de la future loi.
- L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits.
- De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de la prise en charge pour la population sur tout le territoire.

La meilleure des reconnaissances pour les professionnel.le.s de Santé et de l'Action sociale, c'est que ce gouvernement enfin réponde et prenne en compte l'ensemble de leurs revendications sur tous les sujets qu'ils portent depuis plus d'un an et cela sans attendre la fin de la crise sanitaire.